

Table des matières

Remerciements	9
Préface	11
Liste des principales abréviations	15
INTRODUCTION	17
TITRE I – Aspects généraux de la responsabilité extracontractuelle	21
1. Dispositions légales	21
Chapitre I – Faute civile extracontractuelle.....	23
2. Élément objectif et subjectif.....	23
Section I – Élément objectif de la faute civile extracontractuelle.....	23
3. Principes	23
4. Sens large	24
Sous-section I – La méconnaissance du devoir général de prudence.....	25
5. Notion	25
Sous-section II – Méconnaissance d’un prescrit légal	26
6. Violation.....	26
7. ... d’une norme.....	26
Section II – Élément subjectif de la faute civile extracontractuelle.....	27
Sous-section I – Imputabilité de l’acte objectivement illicite	27
8. Principes	27
Sous-section II – Absence de cause de justification (ou d’exonération).....	28
9. Notion et exemples	28
Chapitre II – Dommage	29
10. Notion	29
Section I – Conditions nécessaires à l’existence d’un dommage	29
11. Dommage réparable	29

La responsabilité des pouvoirs publics en matière fiscale

12. Dommage certain.....	30
13. Dommage personnel.....	31
14. Dommage non déjà réparé.....	31
Section II – Différents types de dommages.....	31
15. Distinction.....	31
16. Dommage patrimonial.....	32
17. Dommage extrapatrimonial.....	32
18. Intérêt de la distinction.....	32
Section III – Principes applicables dans le cadre de la réparation des dommages.....	33
19. Principe de la réparation intégrale.....	33
20. Principe indemnitaire.....	33
21. Appréciation <i>in concreto</i>	33
22. Modes de réparation du dommage.....	34
Chapitre III – Lien de causalité.....	35
23. Notion.....	35
Section I – Critère dominant ou théorie de l'équivalence des conditions.....	35
24. Principes.....	35
25. Autres théories.....	36
26. Preuve.....	36
Section II – Faute concurrente, application de la pluralité des causes.....	37
27. Multiplicité.....	37
28. Plusieurs débiteurs fautifs.....	37
29. Partage de responsabilités.....	38
Section III – Cause étrangère exonératoire.....	38
30. Principes.....	38
TITRE II – Aspects fiscaux de la responsabilité extracontractuelle....	41
31. Historique.....	41
32. Optique institutionnelle.....	41
Chapitre I – Précisions spécifiques concernant la responsabilité de l'État et son application en matière fiscale.....	43
Section I – Précisions d'ordre procédural.....	43
Sous-section I – Organe responsable.....	43
33. Intérêt de la question.....	43
34. Unicité.....	43
§ 1 – Pouvoir exécutif – administration fiscale fédérale.....	44
35. Organe compétent.....	44

Table des matières

§ 2 – <i>Autres autorités administratives</i>	44
36. Organe compétent	44
§ 3 – <i>Pouvoir judiciaire</i>	45
37. Organe compétent	45
§ 4 – <i>Pouvoir législatif fédéral</i>	45
38. Organe compétent	45
Sous-section II – Au niveau de la prescription.....	46
39. Réforme	46
40. Deux délais différents.....	46
§ 1 – <i>Naissance de la créance antérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2003</i>	46
41. Principes	46
42. Prescription de la dette fiscale <i>versus</i> prescription de l'action en responsabilité.....	49
§ 2 – <i>Naissance de la créance postérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2003</i>	50
43. Principes	50
Sous-section III – Au niveau de la recevabilité de la demande	51
44. Réforme de la procédure fiscale de 1999.....	51
45. Compétence matérielle	52
46. Intérêt de la distinction.....	52
47. Recours administratif préalable : condition de recevabilité.....	53
48. Recours administratif préalable et recevabilité : appréciation	56
49. Recours administratif préalable : points d'attention.....	57
Section II – Autres précisions	58
Sous-section I – <i>Domage en matière fiscale</i>	58
50. Droit commun	58
51. Domage et principe de légalité.....	59
52. Exemples de dommages	59
53. Autres dommages	61
54. Manque à gagner	62
55. Faillite	62
56. Risque de faillite.....	63
57. Perte de compétitivité	63
58. Charges dommageables	64
59. Recouvrement immédiat (en cas de péril des droits du Trésor)	64

La responsabilité des pouvoirs publics en matière fiscale

60. Large éventail.....	64
61. Dommage et intérêts (moratoires) en matière d'impôts sur les revenus	65
62. Perte d'une chance.....	66
63. Valorisation du dommage dans le cas de la perte d'une chance.....	67
Sous-section II – Lien causal	68
64. Applications – absence de lien causal.....	68
65. Lien causal et recours administratif.....	69
66. Lien causal et recours administratif – suite.....	70
Chapitre II – Responsabilité de l'administration fiscale	71
67. Historique	71
Section I – Responsabilité personnelle de l'administration fiscale.....	72
68. Arrêt <i>La Flandria</i>	72
69. Réforme du Conseil d'État – indemnité réparatrice	72
Sous-section I – Contentieux subjectif devant les tribunaux de l'ordre judiciaire.....	73
§ 1 – <i>Principes</i>	73
70. Principes	73
A. Illégalité et théorie de l'identité.....	73
71. Controverse.....	73
72. Erreur invincible	76
73. Conclusion provisoire	79
B. Obligation générale de prudence	81
74. Principe.....	81
75. Bonne administration et responsabilité.....	82
76. Bonne administration en matière fiscale.....	83
77. Bonne administration et légalité	84
§ 2 – <i>Applications en matière fiscale</i>	86
78. Jurisprudence en matière de responsabilité de l'administration fiscale.....	86
A. Au niveau de l'établissement de l'impôt	86
79. Jurisprudence	86
80. Jurisprudence (suite)	87
81. Jurisprudence (suite)	88
82. Jurisprudence (suite)	88
83. Jurisprudence (suite)	88
84. Jurisprudence (suite)	88

Table des matières

85. Jurisprudence (suite)	89
86. Jurisprudence (suite)	89
87. Jurisprudence (suite)	89
88. Jurisprudence (suite)	90
89. Jurisprudence (suite)	90
90. Jurisprudence (suite)	90
91. Jurisprudence (suite)	91
92. Jurisprudence (suite)	91
B. Au niveau de la sécurité juridique et de la confiance légitime.....	92
93. Jurisprudence	92
94. Jurisprudence (suite)	92
95. Jurisprudence (suite)	93
96. Jurisprudence (suite)	94
97. Jurisprudence (suite)	94
98. Jurisprudence (suite)	95
99. Jurisprudence (suite)	95
100. Jurisprudence (suite).....	96
101. Jurisprudence (suite).....	96
C. Au niveau du traitement des demandes.....	97
102. Jurisprudence	97
103. Jurisprudence (suite).....	98
104. Jurisprudence (suite).....	98
105. Jurisprudence (suite).....	99
106. Jurisprudence (suite).....	99
107. Jurisprudence (suite).....	100
108. Jurisprudence (suite).....	100
109. Jurisprudence (suite).....	100
110. Jurisprudence (suite).....	101
111. Jurisprudence (suite).....	101
112. Jurisprudence (suite).....	101
D. Au niveau de l'information	102
113. Jurisprudence	102
114. Jurisprudence (suite).....	102
115. Jurisprudence (suite).....	103
116. Jurisprudence (suite).....	103
117. Jurisprudence (suite).....	104
118. Jurisprudence (suite).....	105
119. Jurisprudence (suite).....	106
120. Jurisprudence (suite).....	106
121. Jurisprudence (suite).....	106

E. Au niveau du recouvrement de l'impôt.....	107
122. Jurisprudence	107
123. Jurisprudence (suite).....	107
124. Jurisprudence (suite).....	107
125. Jurisprudence (suite).....	107
126. Jurisprudence (suite).....	109
127. Jurisprudence (suite).....	109
128. Jurisprudence (suite).....	110
129. Jurisprudence (suite).....	110
130. Jurisprudence (suite).....	110
F. Au niveau du contrôle	111
131. Jurisprudence	111
132. Jurisprudence (suite).....	111
133. Jurisprudence (suite).....	111
134. Jurisprudence (suite).....	112
G. Au niveau des poursuites.....	113
135. Jurisprudence	113
136. Jurisprudence (suite).....	114
137. Jurisprudence (suite).....	114
138. Jurisprudence (suite).....	115
Sous-section II – Contentieux objectif et indemnité réparatrice devant le Conseil d'État	116
139. Incompétence historique du Conseil d'État	116
140. Sixième réforme de l'État.....	116
141. Indemnité réparatrice <i>versus</i> indemnité de droit commun	118
142. Conditions	118
§ 1 – <i>Illégalité</i>	119
143. Notion	119
144. Objectif	119
145. Difficultés d'application	119
146. Retrait d'acte	120
147. Perte d'intérêt.....	121
§ 2 – <i>Préjudice (ou dommage)</i>	123
148. Notion	123
§ 3 – <i>Lien de causalité entre l'illégalité et le préjudice</i>	124
149. Notion	124
§ 4 – <i>Précisions d'ordre procédural</i>	124
150. Indemnité	124

151. Dans quel délai et à quel moment introduire sa demande ?.....	125
152. Dans quelles formes introduire sa demande ?.....	126
153. Dans quel délai statue le Conseil d'État ?.....	127
154. <i>Electa una via non datur recursus ad alteram</i> (ou <i>electa una via</i>)	127
155. Choix stratégique	128
Section II – Responsabilité de l'administration fiscale pour son personnel et responsabilité personnelle des fonctionnaires	128
156. Historique	128
Sous-section I – Régime antérieur à l'entrée en vigueur de la loi du 10 février 2003.....	129
157. Principes	129
158. Acte de gestion.....	129
159. Acte de souveraineté	129
160. Organe et préposé	130
161. Théorie de l'organe et responsabilité personnelle	131
162. Difficultés.....	131
163. Constitutionnalité du régime	132
Sous-section II – Régime de la loi du 10 février 2003	133
164. Objectif et principes.....	133
165. Responsabilité personnelle post-réforme	135
Chapitre III – Responsabilité du juge fiscal	137
166. Introduction.....	137
Section I – Principes tirés de la jurisprudence <i>Anca</i>	137
167. Jurisprudence <i>Anca</i>	137
168. <i>Anca I</i> – reconnaissance de la responsabilité du pouvoir judiciaire.....	138
169. Conditions de recevabilité.....	139
170. Acte retiré, réformé, annulé ou rétracté et épuisement des voies de recours.....	139
171. Violation d'une norme	141
172. <i>Anca II</i> – illégalité égale faute ?	142
173. Troisième arrêt de cassation.....	143
174. Magistrat normalement prudent et soigneux.....	144

La responsabilité des pouvoirs publics en matière fiscale

Section II – Responsabilité du pouvoir judiciaire pour les actes non juridictionnels	144
175. Principes	144
Section III – Applications.....	145
176. Jurisprudence limitée	145
177. Lenteurs	146
178. Cour constitutionnelle : maintien des effets....	148
Chapitre IV – Responsabilité du législateur fiscal.....	149
179. Introduction.....	149
Section I – Responsabilité de l’État législateur : du Léviathan au justiciable.....	149
180. Historique – affaiblissement de la loi.....	149
181. Consécration jurisprudentielle	151
182. Arrêt <i>Église universelle du royaume de Dieu</i>	151
183. Arrêt <i>Ferrara</i>	152
184. Principes	154
Section II – Violation d’une norme supérieure.....	154
185. Principes	154
Sous-section I – Illégalité et faute.....	155
186. Jurisprudence de la Cour de cassation	156
187. Jurisprudence de la C.J.U.E.....	158
188. Conclusion.....	158
Section III – Violation du devoir général de prudence	159
189. Principes	159
190. Absence de contrôle d’opportunité.....	160
Section IV – Applications	161
191. Applications	161
Sous-section I – Jurisprudence en matière fiscale	161
§ 1 – <i>Adoption d’une législation inconstitutionnelle constatée comme telle par la Cour constitutionnelle</i>	161
192. Jurisprudence	161
§ 2 – <i>Adoption d’une législation illégale constatée comme telle par la C.J.U.E</i>	162
193. Jurisprudence	162
194. Commentaire	162
§ 3 – <i>Maintien des effets par la Cour constitutionnelle après prononcé d’un arrêt d’annulation</i>	163
195. Jurisprudence	163
196. Responsabilité et maintien d’effets	164
197. Lien causal	166

198. Jurisprudence dangereuse	167
199. Violation du droit européen	168
§ 4 – <i>Respect des obligations découlant d'une Convention préventive de la double imposition</i>	169
200. Jurisprudence	169
201. Commentaire	170
Sous-section II – Applications potentielles en matière fiscale	171
§ 1 – <i>Transposition tardive d'une directive</i>	171
202. Jurisprudence	171
§ 2 – <i>Omission de légiférer</i>	172
203. Jurisprudence	172
204. Application en matière de droits de douane	174
205. Commentaire	175
206. Autres applications – pas d'omission au sens strict	175
207. Jurisprudence de la Cour de cassation – controverse	176
208. Évolution de la faute	177
§ 3 – <i>Omission de légiférer en cas de maintien des effets d'une loi illégale</i>	177
209. Constat	177
210. Possible application... ..	178
211. ... en matière fiscale ?	178
Chapitre V – Concours des responsabilités	179
212. Intérêt du chapitre	179
Section I – Responsabilité entre administrations	179
213. Jurisprudence	179
214. Commentaire	181
215. Autre application	183
Section II – Responsabilité partagée et en cascade	184
216. Jurisprudence	184
217. Délicat équilibre	185
218. Responsabilité partagée, séparation des pouvoirs et unicité de l'État	185
Section III – Responsabilité en cascade et compétence d'exécution	186
219. Jurisprudence	186
220. Absence de faute dans le cas du simple exercice des compétences exécutives	186

La responsabilité des pouvoirs publics en matière fiscale

CONCLUSION	189
Bibliographie	195
Tableau récapitulatif des principales décisions de jurisprudence fiscale abordées.....	205